

La naissance d'une « génération climat »

Les jeunes mobilisés demandent des engagements aux candidats, mais se méfient d'une récupération politique

C'est une dernière occasion de mettre la pression sur les candidats et les électeurs à la veille du scrutin européen. Des jeunes ressortent leurs pancartes rivalisant de bons mots : « Plus tard, je veux être vivant », « Je ferai mes devoirs quand vous ferez les vôtres ». Ils s'apprêtent à descendre dans la rue, vendredi 24 mai, afin de demander aux dirigeants d'agir contre le dérèglement climatique. Une nouvelle grève internationale pour le climat, après celle du 15 mars, qui avait réuni 1,8 million d'étudiants, de lycéens et de collégiens dans 130 pays. Car cette « génération climat » veut peser dans le débat politique.

Sa force ? Avoir suscité un mouvement inédit. Pour la première fois, la jeunesse défile dans la rue, au même moment, partout dans le monde, pour défendre son avenir. Non pas éducatif ou professionnel, mais son avenir tout court. « Nous sommes la première génération à subir les effets du changement climatique et la dernière à avoir une chance réaliste de prévenir une catastrophe », résume Linus Steinmetz, 15 ans, qui se mobilise chaque semaine en Allemagne depuis février. « Nous n'avons pas vraiment le choix, abonde le lycéen britannique Jake Woodier, qui défile dans Londres tous les mois, aux côtés de plusieurs dizaines de milliers de ses camarades. Si nous échouons, les conséquences seront désastreuses : destruction de la biodiversité, raréfaction de l'eau et de la nourriture. »

LE DÉFI DES « ÉLECTIONS CLIMATIQUES »
« Ces jeunes ont intégré dans leur conception de l'avenir le fait que quoi qu'on fasse, cela va secouer fortement. Cela suscite beaucoup de peurs et d'angoisses, décrypte Luc Semal, maître de conférences en sciences politiques au Muséum national d'histoire naturelle. Quand on parle des effets du changement climatique en 2050, il ne s'agit pas de la vie des générations futures, mais de la leur quand ils auront 50 ans. »

L'engouement pour le mouvement « Fridays for future », majoritairement féminin, trouve ses racines à l'été 2018, lorsque le dérèglement climatique se

« NOUS SERIONS HEUREUX QUE LES GENS S'ENGAGENT À MANGER DES PROTÉINES VÉGÉTALES ET À NE PAS PRENDRE L'AVION, MAIS NOUS AVONS BESOIN D'UN CHANGEMENT SYSTÉMIQUE »

JAKE WOODIER
lycéen britannique

manifeste par une série de catastrophes. Mais c'est la figure de Greta Thunberg qui cristallise l'engagement des jeunes. La Suédoise de 16 ans aux longues nattes, qui a entamé une grève scolaire devant le Parlement de Stockholm en août 2018, montre qu'il est encore possible d'agir. Ne manquait plus que la puissance des réseaux sociaux pour transformer un combat solitaire en élan planétaire.

Alors que la mobilisation hebdomadaire s'essouffle depuis quelques semaines, notamment en raison des examens, les jeunes montent malgré tout au front pour faire des élections européennes des « élections climatiques ». Au Royaume-Uni, ils appellent les futurs députés à s'engager à mettre en œuvre, s'ils sont élus, un « Green New Deal » européen. En France, ils ont fait signer à 45 candidats une « déclaration officielle de reconnaissance de l'urgence climatique ». En Allemagne, Luisa Neubauer, la figure de proue du mouvement, pose sur Instagram avec un sweat-shirt aux couleurs du drapeau européen. L'icône Greta Thunberg, elle, a supplié, en larmes, le Parlement européen d'accroître ses efforts : « Lors de cette élection, vous voterez pour les futures conditions de vie de l'humanité. »

En dépit de railleries ou d'accusations de manipulation (essentiellement issues de l'extrême droite) dont ils font les frais, les jeunes militants ont déjà remporté un succès : inscrire la question climatique à l'agenda politique. « Tous les partis parlent désormais de changement climatique et d'écologie, avec plus ou

moins de sincérité. Il y a clairement une volonté de se saisir de cet électorat qui monte », estime Neil Makaroff, responsable des politiques européennes du Réseau action climat. Selon le dernier Eurobaromètre, la lutte contre le changement climatique est le deuxième thème que les 15-24 ans français veulent voir discuté en priorité dans la campagne, derrière le chômage des jeunes.

Pourtant, les jeunes mobilisés restent méfiants. Si une majorité des grévistes pour le climat appellent à voter entre le 23 et le 26 mai, « ils restent dans le même temps sceptiques quant à la volonté et la capacité des dirigeants politiques à prendre les mesures nécessaires pour limiter le changement climatique », note Mattias Wahlstrom, sociologue à l'université de Göteborg (Suède), qui a participé à une vaste étude des manifestants du 15 mars.

Ils en sont persuadés, les responsables politiques les « entendent » mais ne les « écoutent pas ». « Ils ont tous voulu nous parler, nous ont promis beaucoup de choses, mais, à la fin, ils ne feront rien, lâche Kyra Gantois, l'une des meneuses du mouvement en Belgique. Certains disent qu'on est mignons, d'autres qu'on surréagit... »

Léo Boehm, lycéen de 15 ans à Wissembourg (Bas-Rhin), le confirme : « Pour l'instant, on n'a pas réussi à obtenir des changements. » Il en veut pour preuve « la défaite de Sibiu », référence au sommet européen qui s'est tenu dans la ville roumaine le 9 mai, lors duquel l'Union européenne n'est pas parvenue à accélérer ses efforts dans la lutte contre le réchauffement. En France, « on a seulement obtenu deux heures de débats sur le climat à la demande de Jean-Michel Blanquer [le ministre de l'éducation nationale], et c'était davantage une diversion qu'une avancée », glisse-t-il, amer. « Les politiciens ne sont pas conscients de la crise que nous traversons, sinon ils paniqueraient », abonde l'étudiant autrichien Maximilian Fuchsluger.

Cette pression exercée par la « génération climat » parviendra-t-elle à se concrétiser dans les urnes ? La question est ouverte, alors qu'une partie des jeunes grévistes ne peut pas encore voter. « Mais les débats qu'ils ont provoqués, notamment dans les familles, peuvent déboucher sur une surprise le jour du



vote », veut croire Lucile Schmid, vice-présidente du think tank La Fabrique écologique et candidate aux européennes sur la liste Urgence écologie.

« FUTURE GÉNÉRATION DE LEADERS »
L'apolitisme revendiqué du mouvement apparaît à la fois comme une force et une faiblesse. « Dans un contexte de montée des populismes, le fait de ne pas pouvoir appeler à voter pour un parti écologiste peut affaiblir la portée politique du mouvement climat : il manque de demande claire », juge Elliot Lepers, l'un des organisateurs des mobilisations citoyennes pour le climat en France. Dans le même temps, sa forte autonomie face à des partis politiques en perte de légitimité constitue l'une des clés du succès des jeunes grévistes. « S'ils se liaient à des partis en particulier, les lycéens et étudiants risqueraient d'être discrédités en étant associés à leurs manquements », avance Brian Doherty, professeur à l'université de Keele (Royaume-Uni) et spécialiste des mobilisations environnementales.

Pour autant, s'il souhaite se démarquer à tout prix de la politique traditionnelle, le mouvement des « Fridays for future » apparaît comme « fondamentalement politique ». « Cette mobilisation peut contribuer à la socialisation politique de tous ses jeunes participants. Elle leur enseigne des compétences organisationnelles et leur fournit un large répertoire de formes de participation politique », juge Mattias Wahlstrom. De là à conclure que ces jeunes sont la « future génération de leaders », comme le fait le magazine Time en mettant Greta Thunberg en couverture de son édition de jeudi 16 mai, il y a un pas que ne franchit pas le chercheur.

Cette politisation au sein du mouvement, en entraînant un sentiment d'urgence, conduit à « soutenir des actions plus radicales », relève Maxime Gaborit, chargé de cours à Sciences Po. Selon l'enquête réalisée par le collectif de sociologues auquel il appartient, Quantité critique, 90 % des jeunes qui se mobilisent acceptent les actions de désobéissance civile et entre 20 % et 30 % sont favorables

Au-delà du « phénomène Greta », les jeunes Suédois restent timorés

Dans un pays de tradition sociale-démocrate, la droite conservatrice et les théories climatosceptiques font figure de contre-culture

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante

Vendredi 10 mai, à Stockholm. Devant le Parlement suédois, Greta Thunberg entame sa trente-huitième journée de grève pour le climat. Du monde entier, des vidéos affluent. Par milliers, des jeunes manifestent pour exiger une action de leurs gouvernements afin de limiter le réchauffement climatique à 2 °C. Sur la place Mynttorget, les touristes venus faire des selfies avec l'inspiratrice du mouvement des jeunes pour le climat sont plus nombreux que la dizaine de collégiens et lycéens rassemblés.

C'est le paradoxe de cette mobilisation internationale. En Suède, pays d'origine de son inspiratrice et plutôt bon élève de la lutte contre le changement climatique, la saucisse ne prend pas. Si le 15 mars, des milliers de jeunes ont séché les cours pour participer à la

grève mondiale et venir applaudir Greta Thunberg à Stockholm, depuis, ils ne se montrent plus.

Désinformation sur Internet
Désintérêt pour la question ou culture de la manifestation peu développée ? « En Suède, nous faisons traditionnellement confiance à nos dirigeants. On n'est pas habitués à descendre dans la rue, en tout cas pas comme ce qu'on voit ailleurs », avance Aida Bedali, porte-parole des Jeunes Verts (Grön Ungdom). La menace de perdre les 1250 couronnes (115 euros) mensuelles d'allocations versées aux lycéens, en cas d'absence répétée, a aussi découragé certains.

Selon une enquête publiée en février par l'Agence nationale de protection de la nature, sept jeunes Suédois de moins de 18 ans sur dix sont pourtant inquiets des effets du réchauffement. Autant pensent que les dirigeants ne font pas assez et huit sur dix se

disent prêts à changer leur mode de vie. Pour eux, Greta Thunberg est une héroïne.

Ce n'est pas le cas pour tout le monde. Une professeure de collège raconte ainsi sa stupeur face aux réactions de ses élèves quand elle leur a fait regarder un reportage sur la jeune fille : « Beaucoup ont râlé. Ils ne comprenaient pas que son action suscite autant d'intérêt ou bien qu'elle puisse être en lice pour le Nobel de la paix. Certains reprenaient les arguments qui circulent sur les réseaux sociaux pour la discréditer. »

Engagé sur le climat, Elton, 15 ans, collégien à Lund, dans le sud de la Suède, y voit le résultat de la désinformation qui circule sur Internet. Même dans cette ville universitaire, où les Verts ont fait leur meilleur score aux dernières législatives, ses camarades, ultra-connectés, absorbent les théories climatosceptiques, souvent sans modération, ni discernement.

LES DERNIÈRES ÉLECTIONS SCOLAIRES, UN EXERCICE DÉMOCRATIQUE GRANDEUR NATURE, ONT MONTRÉ UN REcul DES ÉCOLOGISTES AU PROFIT DE L'EXTRÊME DROITE

« L'idéologie conservatrice est surreprésentée dans les contenus ou les liens proposés sur Internet, explique-t-il. A force de suivre certaines chaînes sur YouTube, je me suis rendu compte que j'avais absorbé des idées antiféministes, qui vont pourtant à l'encontre de mes convictions. Ces mêmes chaînes et youtubeurs, très populaires, remettent souvent en cause la réalité même du changement climatique. »

Un autre phénomène l'inquiète. « Quand ailleurs, la lutte antisystème s'exprime souvent à gauche ou à l'extrême gauche, en Suède où l'idéologie sociale-démocrate de centre gauche est dominante, la droite conservatrice est vue comme la contre-culture, assure Elton. C'est vers elle que les jeunes se tournent quand ils veulent lutter contre l'establishment. » Un problème pour le climat, estime-t-il, car « nous avons besoin de changements radicaux auxquels s'opposent ces courants de pensée ».

« Certains sont contents »
Les dernières élections scolaires, organisées en février et mars 2018, six mois avant les législatives, en sont l'illustration. Environ 400 000 élèves de 14 à 19 ans ont participé à cet exercice démocratique grandeur nature. Et alors qu'en 2014, 14,5 % avaient voté pour les Verts, ils n'étaient plus que 10 % en 2018, tandis que l'ex-

trême droite progressait de 12 % à 15,5 % des voix.

Même chose lors des législatives de septembre 2018, où la droite conservatrice, peu ambitieuse sur le climat, a obtenu la majorité auprès de ceux qui votaient pour la première fois. Les chrétiens-démocrates ont même dépassé pour la première fois les Verts. Peu importent les incendies qui ont ravagé 20 000 hectares, quelques semaines plus tôt. « Beaucoup n'ont pas l'air de comprendre le lien entre ce qu'on voit en Suède, les étés de plus en plus chauds, et le réchauffement », déplore Luca, 15 ans, membre du jury du Children's Climate Prize décerné à Stockholm.

« Dans ma classe, certains sont contents qu'il fasse plus chaud », confiait Greta Thunberg en février. Invitée partout dans le monde, la jeune fille n'a toujours pas été reçue au Parlement. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT



Des manifestants pour le climat autour d'un char à l'effigie de la militante suédoise Greta Thunberg, le 15 mars à Düsseldorf, en Allemagne.

WOLFGANG RATTAY/
REUTERS

à des dégradations de biens, notamment d'industries polluantes.

Même s'ils changent leurs comportements individuels, les manifestants jugent que la « politique des petits pas » ne permettra pas de faire face à la crise climatique. « Nous serions heureux que les gens s'engagent à manger des protéines végétales et à ne pas prendre l'avion, mais nous avons besoin d'un changement systémique, assure Jake Woodier, à Londres. Nous devons nous opposer à la pensée qui privilégie la croissance, la recherche du profit et l'extraction incessante des ressources par rapport au bien-être des gens et de la planète. »

« DÉCROISSANCE » ET « EFFONDREMENT »

De fait, observe Luc Semal, du Muséum national d'histoire naturelle, les notions de développement durable et de croissance verte, jadis pierres angulaires des politiques publiques environnementales, ne suscitent pas l'adhésion dans ce nouveau mouvement. « A la place, les idées de décroissance et d'après-croissance se diffusent plus largement. La notion d'effondrement de notre société est perçue comme plausible », analyse le chercheur.

Faut-il pour autant conclure à une fracture générationnelle ? « Ces jeunes, issus de familles majoritairement aisées, éduquées et urbaines, ont souvent les mêmes idées politiques que leurs parents, répond le sociologue Maxime Gaborit. La conscience de l'urgence, davantage que générationnelle, est surtout dépendante des positions sociales. » Deux nouvelles grèves climatiques « intergénérationnelles » sont d'ailleurs prévues le 21 juin à Aix-la-Chapelle et le 27 septembre à New York.

Le défi majeur qui attend ce mouvement est désormais de durer, en évitant la lassitude, à la fois de l'opinion publique, des médias et des grévistes. « Le mouvement est susceptible de reprendre en septembre, à la rentrée, car c'est l'école qui offre un espace aux jeunes pour se regrouper et agir ensemble », rappelle Brian Doherty.

La politologue Lucile Schmid estime qu'au-delà des manifestations, les jeunes devraient « réaliser des alliances avec les scientifiques, et pourquoi pas se présenter comme un shadow [alternatif] gouvernement écologique ». Marc Hudson, professeur à l'université de Manchester prévient les jeunes militants : « Même s'il reste peu de temps, la course s'avère toujours un marathon, pas un sprint ». ■

AUDREY GARRIC

En Allemagne : « J'ai encore quelques jours pour convaincre mes parents »

A Berlin, un noyau dur de jeunes redoute de voir la mobilisation s'essouffler

BERLIN - correspondant

C'est devenu un rituel. Tous les vendredis matin, au lieu de remonter sa rue à pied pour aller en classe, Robert traverse Berlin à vélo jusqu'au pied du ministère de l'économie et de l'énergie, point de ralliement du mouvement « Fridays for future ». Chaque fois, il glisse dans son sac à dos une pancarte différente. Ce 17 mai, il a dessiné une Terre en feu, surmontée de cette phrase : « Si vous n'agissez pas en adultes, alors nous le ferons. »

Ce message, Robert ne l'a pas choisi au hasard. A 16 ans, il est encore trop jeune pour voter. A quelques jours des élections européennes, il estime donc plus que jamais nécessaire d'interpeller ceux qui, contrairement à lui, pourront participer au scrutin du 26 mai. « Nos parents et nos grands-parents doivent comprendre que c'est l'avenir de leurs enfants et de leurs petits-enfants qui est en jeu. Si on continue comme ça, dans quelques années, on ne pourra même plus respirer », dit l'adolescent, qui assure avoir déjà convaincu sa grand-mère, « plutôt conservatrice », de voter pour la première fois pour les Verts. « Elle me soutient depuis le début. Je ne sais pas si c'est à cause de son âge, mais j'ai l'impression qu'elle a plus conscience que mes parents de la gravité de la situation. Eux, ça les agace que je sêche les cours. Ils ne sont pas très concernés par toutes ces questions. Mais j'ai encore quelques jours pour les convaincre. »

A quelques mètres de là, Paul, 15 ans, se tient à l'écart des petits groupes qui convergent vers Invalidenpark. Contrairement à la

plupart des autres, il est venu seul et ne connaît personne. Dans sa classe, qui compte 28 élèves, personne, « sauf un ou deux », ne va manifester, le vendredi. Lui-même a longtemps hésité, « pas convaincu que tout cela serve à grand-chose ». Ce 17 mai, pourtant, il a franchi le pas, inquiet à l'idée que le mouvement s'essouffle. « Il ne faut pas que la mobilisation retombe. Ce serait faire un trop beau cadeau à ceux qui veulent que rien ne change », explique ce passionné de biologie et de chimie, très agacé par « le manque de courage des responsables politiques » en matière de transition énergétique. « Le gouvernement a fixé à 2038 la fin des centrales à charbon. S'ils le voulaient vraiment, ça pourrait être fait en 2030 », assure-t-il, citant un rapport de Greenpeace qu'il brandit en quelques secondes sur son smartphone.

« Transformation de la société »

Autour de Paul, tous partagent la même impatience. En manifestant, depuis quatre mois, la jeunesse allemande n'a-t-elle pas, toutefois, fait un peu bouger les choses ? Sans ce mouvement, Angela Merkel aurait-elle déclaré, le 2 avril, lors d'une visite dans une école berlinoise, qu'il faut un « changement radical » en matière de transports, célébrant la voiture électrique et remerciant les jeunes pour « la pression qu'ils exercent » sur les dirigeants politiques ?

« Mieux vaut tard que jamais », s'amuse Marlene, 20 ans, qui n'a guère d'illusions. « L'important, ce sont les actes. Or, ce gouvernement, depuis des années, est incapable de se dresser contre le lobby de l'automobile », ajoute cette étudiante en

« QU'IL Y AIT UNE PRISE DE CONSCIENCE, SANS DOUTE. MAIS CE N'EST PAS UN RAZ-DE-MARÉE », RELÈVE PAULA, ÉTUDIANTE

sociologie, qui met le parti de la chancelière, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), dans le même sac que ses alliés sociaux-démocrates (SPD). « Ce n'est pas des responsables politiques, mais des citoyennes et des citoyens, que viendra le changement. La seule chose qui compte, c'est qu'on soit de plus en plus nombreux pour nous faire entendre », explique Marlene qui, le 26 mai, ne votera pas.

Paula, elle, veut encore croire à la politique. Aux européennes, elle votera sans hésiter pour Die Linke, le parti de la gauche de la gauche, qui lui semble plus crédible que les Verts pour opérer « une transformation générale de la société ». Etudiante en littérature comparée, elle se demande, d'ailleurs, si elle n'adhérera pas bientôt à Die Linke. Une idée qu'elle mûrit « depuis quelques semaines ». « Les manifestations, c'est très bien, c'est même indispensable, mais est-ce que c'est suffisant ? A la longue, j'ai un peu peur qu'on finisse par tourner en rond », explique la jeune femme, un peu déçue que seulement quelques centaines de Berlinoises, ce 17 mai, soient dans la rue. « Qu'il y ait une prise de conscience, oui, sans doute. Mais ce n'est pas non plus un raz-de-marée. Nous devrions être des dizaines de milliers, ici, chaque semaine. »

Gerd Stadermann, lui, voit les choses avec plus d'optimisme. Venu faire un tour, vendredi 17 mai, sur Invalidenpark, ce physicien, qui milite pour la transition énergétique depuis des décennies, se dit « plein d'admiration pour cette jeunesse qui se réveille ».

Un phénomène purement générationnel ou lié également à l'histoire allemande ? « Peut-être qu'il y a quelque chose de spécifique à l'Allemagne, où le mouvement écologiste a une histoire plus longue que dans beaucoup d'autres pays », explique le chercheur, qui se souvient notamment des grandes mobilisations dans les années 1980 contre le nucléaire.

« Les jeunes se décident seuls »

Est-ce à dire que les jeunes Allemands engagés aujourd'hui contre le réchauffement climatique et pour la défense de l'environnement ne font que reproduire ce que firent leurs aînés ? Gerd Stadermann voit deux différences principales entre la génération actuelle et les précédentes.

La première a trait à l'âge des manifestants. « En 1968 ou dans les années 1970, c'étaient des étudiants qui descendaient dans la rue. Aujourd'hui, ce sont de très jeunes adolescents. » La seconde concerne le rapport aux organisations politiques. « Auparavant, on manifestait parce qu'un parti ou un syndicat nous disait de le faire, explique-t-il. Maintenant, les jeunes se décident tout seuls. Ils sont beaucoup plus indépendants. Ça ne veut pas dire qu'ils soient moins politisés, mais c'est un tout autre rapport à la politique que dans ma génération. » ■

THOMAS WIEDER